

D'autre part le concours des États-Unis fut acquis aux négociations engagées avec la Chine par la France et l'Angleterre; la Russie ne tarda pas à être également associée aux démarches des Alliés; des instructions furent envoyées en conséquence au vice-amiral, comte Euthyme POUTIATINE, en mission dans l'Extrême-Orient, pour régler des différends particuliers entre la Russie et la Chine, mais auquel l'entrée de sa mission avait été refusée à Kiakhta; il essaya vainement plus tard de reprendre les négociations avec les Chinois à l'embouchure du Peï Ho. La première mission de Poutiatine au Japon (1853-55) eut pour résultat la conclusion du traité de Shimoda (7 février 1855). Pendant son séjour en Chine, Poutiatine s'était rendu trois fois au Japon, où il signa deux traités, l'un à Nagasaki (24 octobre 1857), l'autre à Yedo (7 août 1858).

Les États-Unis avaient désigné William B. REED, le 18 avril 1857, comme Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Chine à la place du Dr Peter Parker.

Guerre avec
l'Angleterre
et la France.

Les Plénipotentiaires s'étaient concertés pour l'envoi de communications au Gouvernement impérial par l'intermédiaire de Ye; ils avaient décidé qu'elles ne seraient pas collectives, pour que chacun conservât sa liberté d'action, mais rédigées en termes presque identiques et remises en même temps et par le même messenger à la seule autorité compétente pour recevoir leurs communications, alors qu'ils ne s'adressaient pas directement à Pe King.

Les Plénipotentiaires français et anglais furent bientôt convaincus que seules des mesures coercitives auraient raison de la mauvaise volonté de Ye et que Canton, et non le golfe du Tche Li, devait être le théâtre des premières opérations. Les affaires furent donc remises aux chefs militaires, Sir Michael Seymour et Van Straubenzee d'une part, RIGAULT DE GENOUILLY de l'autre et, le 10 décembre 1857, le blocus était déclaré à partir du 12, de la rivière et du port de Canton par les forces navales alliées. Un délai était accordé à Ye jusqu'au 22 décembre pour donner une réponse satisfaisante; le 14 la réponse du Vice-Roi arriva; elle ne permettait que l'action militaire.